

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

n° 2016 – DLP-BUPE- 222 du 19 SEP. 2016

prescrivant à la société SNF SAS des dispositions complémentaires pour ses rejets aqueux pour ses installations à Saint-Avold

Le Préfet de la Moselle
Officier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°DCTAJ 2016-A-01 du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 autorisant la Société SNF FLOERGER à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés, un atelier de fabrication de polyamines, un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC et un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère polyMDAA-HCl, sur son site de SAINT-AVOLD ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-423 du 29 octobre 2010 imposant à la société SNF SAS une campagne de surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son site de Saint Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-DLP-BUPE-314 du 09 octobre 2014 modifiant et complétant les dispositions préfectorales réglementant les installations exploitées par la société SNF SAS à SAINT-AVOLD ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015 –DLP/BUPE du 05 janvier 2015 relatif à l'exploitation des installations de refroidissement évaporatif, (tours aéroréfrigérantes) pour le site exploité par la société SNF SAS à Saint-Avold ;
- Vu** le dossier transmis par la société SNF le 29 janvier 2016 ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 1^{er} août 2016 ;
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des risques Sanitaires et technologiques du 29 août 2016 ;

Considérant que les éléments permettant d'apprécier les dangers et inconvénients liés au changement de stratégie de traitement des TAR ont été transmis à l'Inspection des Installations Classées ;

Considérant la modification des moyens de traitement de la TAR par l'utilisation de lampes Ultra-violet et peroxyde d'hydrogène n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement et qu'elle peut donc être considérée comme non substantielle ;

~~Considérant que le raccordement du rejet des circuits d'eaux de refroidissement au réseau de collecte des eaux pluviales doit respecter les conditions de rejet et de surveillance prévues dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 ;~~

Considérant, que les modifications rendent nécessaires la mise à jour de certaines prescriptions applicables à l'établissement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2014 point 23.3.2 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

23.3.2-Collecte et traitement

Les eaux pluviales sont collectées dans des avaloirs d'orage et dirigées vers des points bas d'écoulement reliés à un débourbeur / séparateur d'hydrocarbures. Cet équipement est dimensionné de façon à pouvoir traiter le volume d'eau généré par le dernier orage décennal.

Après ce prétraitement, ces effluents sont dirigés vers le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort.

Les eaux de purges des tours de refroidissement sont collectées et dirigées vers le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort, sous réserve du respect des valeurs limites définies à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les eaux de purge des trois chaudières vapeur qui représentent un débit de 250 m³/an font l'objet d'une neutralisation de manière à obtenir un pH compris entre 5,5 et 8,5. Le pH est contrôlé.

Les eaux de purges des chaudières sont collectées directement dans le réseau d'eaux usées du site. Ces effluents sont ensuite dirigés pour traitement à la station d'épuration de SAINT-AVOLD, sous réserve qu'ils respectent les valeurs limites de rejet définies au 23.3.4.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 2 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

« Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de Strasbourg :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

Article 3 : Information des tiers

Le présent arrêté d'autorisation est déposé à la mairie de la commune de SAINT-AVOLD pour y être consulté.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant un mois au moins dans la mairie des communes susvisées, dont procès-verbal sera établi par le maire des communes susvisées et adressé par ses soins à la préfecture.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture de la Moselle pendant un mois au moins.

Un avis relatif à l'arrêté d'autorisation est inséré, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Moselle, à savoir le Républicain Lorrain et les Affiches du Moniteur.

Article 4 :

Le secrétaire général, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, M. le maire de SAINT-AVOLD, la société SNF Sas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée pour information à Madame la Sous-Préfète de FORBACH-BOULAY-MOSELLE

Fait à Metz, le 20 SEP. 2016

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Alain CARTON

